

Atelier ATEE HdF

Registre des CEE Qualité des demandes de CEE



MINISTÈRE
DE LA TRANSITION
ÉCOLOGIQUE
ET SOLIDAIRE

Registre

I. Principes

II. Fonctionnement du registre



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

MINISTÈRE
DE LA TRANSITION
ÉCOLOGIQUE
ET SOLIDAIRE

Principes

Les CEE sont des « biens meubles négociables », qui peuvent être détenus, acquis ou cédés par toute personne morale

Ils sont exclusivement matérialisés par leur inscription sur le registre national des CEE qui distingue les CEE « classiques » et les CEE « précarité ».

Les CEE sont « tracés » par un numéro qui permet de faire le lien avec la décision de délivrance.

Les CEE ont une durée de vie de 10 ans.

Le dépôt des demandes de CEE + une partie des échanges avec le PNCEE se fait également à travers la plateforme du registre.

La gestion du registre Emmy est confiée depuis le 1^{er} janvier à la société Powernext.



Rôle du registre

- l'ouverture, la tenue et la clôture des comptes des détenteurs de certificats ;
- l'enregistrement de toutes les opérations afférant à ces comptes :
 - le crédit des comptes des détenteurs, après délivrance des certificats par les services du ministère chargé de l'énergie
 - le transfert de certificats entre les titulaires des comptes
 - l'annulation de CEE, sur instruction du ministre chargé de l'énergie, des certificats figurant sur un compte.
- la mise à disposition du public du prix d'échange des CEE
- la gestion numérique des dépôts des demandes de certificats. Cette mission permet d'assurer une traçabilité des actions ayant donné droit à chaque certificat.



Ouverture de compte

- Tout obligé / personne morale
- Directement auprès du teneur de registre

<https://www.emmy.fr/public/ouvrir-un-compte>

- Documents justificatifs à transmettre
- Frais d'ouverture de compte (150€)
- Différents types de comptes : obligé éligible / obligé non éligible / éligible non obligé / non éligible



Demande de CEE

Dossier de demande transmis au PNCEE via Emmy

Rappel : seuls les éligibles peuvent demander des CEE

- Obligés / délégataires
- Collectivités territoriales
- Bailleurs sociaux
- SEM
- ANAH

Un obligé qui a délégué son obligation n'est plus éligible

=> pièces d'une demande de CEE précisées par arrêté



Crédit / annulation

Les CEE sont **crédités** sur les comptes suite à une décision de délivrance du PNCEE + règlement par le demandeur des frais d'enregistrement (1,5€/GWhc).

Les CEE sont **annulés** sur décision du PNCEE:

- en fin de période
- en cours de période (cessation d'activité de l'obligé)
- sur demande du demandeur des CEE
- en cas de sanction

ou à la fin de la durée de validité (10 ans)



Transactions

Marché de gré à gré (pas de marché organisé).

Il est possible de se déclarer vendeur / acheteur sur le registre, et d'avoir accès à la liste des vendeurs/acheteurs.

Les 2 parties se mettent d'accord sur volume et prix.

Le vendeur identifie les CEE qu'il souhaite céder.

Les 2 parties transmettent un ordre de transfert au teneur de registre qui, après éventuelles vérifications l'effectue. Il doit comporter le montant de la transaction.

R.221-29 « *A l'occasion de chaque transaction portant sur un ou plusieurs certificats, les titulaires de compte sont tenus d'informer le gestionnaire du registre du nombre de certificats cédés et de leur prix de vente. »*

Prix et volumes moyen d'échange mensuel publiés par le teneur

Travaux en cours pour proposer un indice « spot »

BONNES PRATIQUES - CEE

I. Principes

II. Qualité des dossiers de demande de CEE

III. Qualité des opérations



Le cadre réglementaire applicable

**Code de l'énergie
R221-1 à R222-12**

**Arrêté du 29
décembre 2014** relatif
aux modalités d'application
de la troisième période du
dispositif des certificats
d'économies d'énergie

Arrêté du 4 septembre 2014
fixant la liste des éléments d'une demande
de certificats d'économies d'énergie et les
documents à archiver par le demandeur

**Arrêtés définissant les fiches
d'opérations standardisées**
(22 décembre 2014, 20 mars 2015,
...)

Demande de CEE ≥ 01/01/2015

- règle de non-cumul STA, SPE, PRG
- seuils
- délai d'un an
- principe « silence vaut acceptation »

Contrôles

- procédure de contrôle a posteriori
- sanctions

Demande de CEE

- date d'engagement ≥ 01/01/2015 ou date de dépôt ≥ 01/01/2016 : **système de dépôt simplifié dit « déclaratif »**
- * pièces jointes à la demande
- * pièces archivées et soumises à contrôles

Demande de CEE (toutes les opérations déposées quel que soit la date d'engagement)

- pièces archivées et soumises à contrôles :
 - * contenu de pièces prévues par l'arrêté
 - * autres pièces à archiver
 - * définition d'une partie des attestations sur l'honneur



MINISTÈRE
DE LA TRANSITION
ÉCOLOGIQUE
ET SOLIDAIRE

Principes

Le dispositif est basé depuis la troisième période sur un principe déclaratif avec contrôle à posteriori

La qualité s'applique à

- ✓ toute la chaîne de production des CEE
- ✓ et à toutes les étapes de validation des opérations :
 - Limite les délais d'instruction des dossiers déposés
 - Réduit les risques de sanction à posteriori lors des contrôles du PNCEE

Dossiers de demande

Délais de délivrance des CEE P3

- Délai règlementaire : Silence Vaut Accord au bout 2 mois (STA et PRG) ou de 6 mois (SPE) d'instruction sans réponse et devient définitif à l'issue des délais de recours soit 6 (ou 10) mois
- Délais moyens d'instruction:
 - STA environ un mois
 - SPE et PRG environ un mois et demi
- Délivrance des demandes : souvent dans le délais d'instruction mais en cas de NR, ce délais peut augmenter nettement et atteindre plusieurs mois.

Contrôle après délivrance des CEE

R222-6 : un manquement est le fait pour un premier détenteur de CEE de les avoir obtenus sans respecter les dispositions réglementaires R221-14 et R221-22

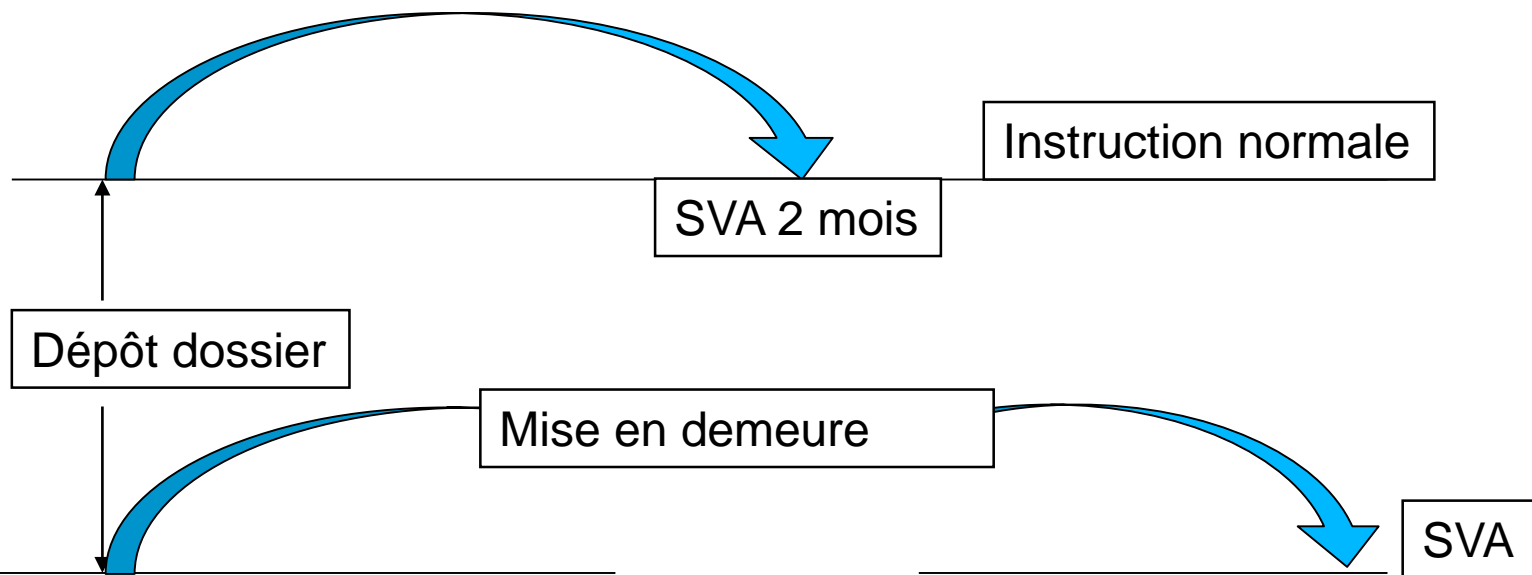
Ces dispositions définissent :

- Les opérations d'économie d'énergie STA, SPE ou PRG
- Les dossiers de demande de CEE et le RAI



Impact d'un manquement

Pendant l'instruction du contrôle, en cas de mise en demeure le délais de SVA des demandes de CEE en cours est suspendu.



Conséquence d'un manquement

A l'issue du contrôle, mise en œuvre de sanction et actions correctives :

- Annulation du montant non conforme
- Demande de mise en conformité du process et des dossiers
- Sanction pécuniaire correspondant à 40 €/MW cumac
- Perte de l'éligibilité



BONNES PRATIQUES - CEE

II. Qualité des dossiers de demande de CEE

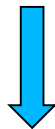


MINISTÈRE
DE LA TRANSITION
ÉCOLOGIQUE
ET SOLIDAIRE

Contenu d'une demande simplifiée

L'arrêté du 4 septembre 2014 « demande de CEE » prévoit les **pièces constitutives du dossier de demande** (standardisé, spécifique ou programme) :

- Des pièces transmises avec la demande
- Des pièces archivées par le demandeur



établies avant le dépôt de la demande de CEE

Pièces transmises

Annexe 2 de l'arrêté du 4 septembre 2014 :

- 1.2 Identification du demandeur (personne morale)
- 1.3 Mandat
2. Éligibilité du demandeur (1ère demande)
3. Tableau récapitulatif des opérations :
 - forme standardisée (annexe 6) et/ou particulière pour certaines fiches d'opérations standardisées
 - référence unique attribuée par le demandeur à chaque opération
4. Respect des dispositions de l'arrêté
5. Demande inférieure au seuil
6. Regroupement

Non Qualité - Demande

- Absence de volet du volet numérique
- Pas de coordonnées du signataire
- Extrait de situation numérique au répertoire SIRENE ou extrait Kbis datant de plus de 3 mois (ou absent)
- Pas de Signature de la demande
- Pièces à archiver transmises avec la demande simplifiée



Non Qualité -Tableau récapitulatif

- Délai d'1 an maximum pour le dépôt non respecté
- Colonnes « adresse » mal remplies ou imprécises
- Référence interne absente ou commune à plusieurs opérations, ...
- Absence de commentaire pour des opérations similaires d'un même bénéficiaire (suspicion de doublon interne)
- Absence d'information concernant le professionnel
- Erreur de numero Siren
- ...

BONNES PRATIQUES - CEE

III. Qualité des opérations



MINISTÈRE
DE LA TRANSITION
ÉCOLOGIQUE
ET SOLIDAIRE

Non qualité - Pièces archivées

- **Attestations sur l'honneur non conformes :**

- **Partie A « modifiée »**

- Suppression de la mention de certaines caractéristiques comme les combustibles,
- Suppression des mentions optionnelles (Transformation de case à cocher en affirmation)

- **Attestation sur l'honneur incomplète**

- Pas de partie B ou C
- Pas de mention CNIL
-



Non qualité - Pièces archivées

Attestations sur l'honneur non conformes :

- Utilisation de l'Attestation de deuxième période
- Champs obligatoires (avec *) non complétés
- Signatures absentes
- ...

Non qualité - Opération

- Justification du RAI incomplete: ex pas de contrat entre tous les intermédiaires
- Mention sur le devis non conforme au dispositif
- Mention de la contribution imprécise
- RAI non matérialisé
- Non respect de l'antériorité du RAI
- ...

Non qualité - Opération

Mauvaise application des fiches d'opération :

- Surface valorisée supérieure à celle isolée
- Isolation de réseau hors espace chauffé ou de tuyau d'eau froide
- Fiches du secteur résidentiel pour des rénovations tertiaires

— ...



Non qualité - Opération

- Mentions de la fiche d'opération standardisée absentes de la preuve de réalisation
- Ecart entre les paramètres renseignés sur la preuve de réalisation et ceux utilisés pour la demande de CEE.
- Performance des équipements inférieure aux exigences
- Absence des documents techniques exigés par la fiche d'opération standardisée (en l'absence des critères sur la preuve de réalisation de l'opération)

Non qualité - Opération

- Absence de documents spécifiques exigés par la fiche d'opération standardisée (ex : certificat RGE)
- Absence de la marque et référence des équipements à la fois sur la preuve de réalisation de l'opération et/ou sur l'attestation sur l'honneur
- Adresse incomplète ou imprécise des travaux, ne permettant pas d'identifier le lieu de réalisation de l'opération
- Preuve de réalisation faxée/scannée illisible

...



MINISTÈRE
DE LA TRANSITION
ÉCOLOGIQUE
ET SOLIDAIRE